

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE

**DIRECTION DE LA CITOYENNETE, DE LA
LEGALITE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : Jean-Luc CORONGIU
Tel : 04.84.35.42.72
N° 2020-150-MED

Marseille le 26 MAI 2020

**Arrêté portant mise en demeure de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE
pour ses installations de la plate-forme La Mède située sur les
communes Martigues et Châteauneuf-les-Martigues**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6 , L 171-8 , L 172-1, L 511-1;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 autorisant la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE SAS dont le siège social est situé au 2, place Jean Miller, La Défense 6- 92400 Courbevoie, à poursuivre l'exploitation de la raffinerie de Provence sise à La Mède sur les communes de Martigues et Châteauneuf-les-Martigues ;

VU le rapport des niveaux sonores de la plateforme de la Mède transmis par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE par courrier du 13 janvier 2020 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées en date du 10 octobre 2019 et 18 février 2020 ;

VU la procédure contradictoire menée le 26 février 2020 avec la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE ;

VU les observations de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE en date du 11 mars 2020 recueillies dans le cadre de cette procédure contradictoire ;

CONSIDERANT les nuisances sonores en lien avec le fonctionnement des installations de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE signalées à l'inspection de l'environnement chargée des installations classées au cours du mois de septembre 2019 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 impose dans ses articles 7.2.1 et 7.2.2 à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE le respect des valeurs limites d'urgence et de niveaux limites de bruit en limite d'exploitation du site ;

.../...

CONSIDERANT que les mesures des niveaux sonores réalisées dans l'environnement des installations mettent en exergue que :

- les niveaux limites de bruit mesurés en limite de propriété dépassent la valeur limite fixée à 60dB (A) pour la période de nuit à l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 au niveau des points n°4 et n°5. Les niveaux sonores mesurés au niveau de ces points sont respectivement de 60,5 dB(A) et 61,5 dB (A) ;

- les émergences calculées dépassent l'émergence admissible pour la période de nuit fixée à 3 dB (A) à l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 au niveau des points n° 2 et n° 3. Les émergences calculées au niveau de ces points sont respectivement de 7 dB (A) et 13,5 dB (A).

CONSIDERANT dès lors que la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE ne respecte pas les valeurs limites d'émergence et les valeurs limites de bruit en limite d'exploitation définies aux articles 7.2.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 ;

CONSIDERANT le plan d'action et les objectifs de réalisation proposés par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE dans son courriel du 28 janvier 2020 ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 qui imposent à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE la réalisation d'une mesure du niveau de bruit et d'émergence au maximum un an après la mise en service des installations ;

CONSIDERANT que les installations exploitées par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE ont démarré la production de biocarburants à compter du 3 juillet 2019 ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient donc de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE de respecter les valeurs limites d'émergence et les niveaux limites de bruit en limite d'exploitation définis aux articles 7.2.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018 afin d'assurer la protection des intérêts visées à l'article L 511-1 du code de l'environnement;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 : Respect des prescriptions

La société TOTAL RAFFINAGE FRANCE, dont le siège social est situé au 2, place Jean Millier, La Défense 6, 92400 COURBEVOIE, est mise en demeure, pour la raffinerie de Provence sise sur le territoire des communes de Martigues et Châteauneuf-les-Martigues, de respecter les dispositions articles 7.2.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2016-42-A du 16 mai 2018, au plus tard le 30 septembre 2020.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, (24 rue Breteuil 13006 Marseille), qui peut être aussi saisi également par l'application Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leurs groupements intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

ARTICLE 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE et publié sur le site internet de la Préfecture.

ARTICLE 6

- La Secrétaire Générale de la préfecture,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Martigues,
- Le Maire de Châteauneuf-les-Martigues,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA
- Le Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendies

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 26 MAI 2020

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

Matthieu RINGOT